



Union Syndicale des retraités CGT de Saône et Loire

Après la manifestation nationale du 3 juin à Paris **LES RETRAITÉS REMETTENT ÇA !** **Rassemblements locaux** **le 30 septembre 2014**

Nous étions 25 000 à manifester à Paris le 3 juin dernier, dont 200 du département de Saône et Loire.

Vous n'avez rien vu à la télévision, ni dans le Journal de Saône et Loire, mais nous y étions !



Venus de toute la France et de toutes les localités, les retraités ont battu le pavé parisien pour dire STOP au sort qui leur est fait.

A l'appel de l'Union Confédérale des Retraités CGT et rejoints par la CFTC, la CFE-CGC, FO, la FSU, Solidaires, la FGR-FP et les associations UNRPA et LSR, ils ont dénoncé les multiples atteintes à leur pouvoir d'achat, à leurs conditions de vie, la dégradation de leur protection sociale.

Depuis de nombreux mois, la coupe est pleine :

En matière de pouvoir d'achat :

- recul de la revalorisation des pensions d'avril 2013 à octobre 2015, sauf pour les petites pensions qui auront une légère augmentation au 1er octobre 2014
- pour les retraites complémentaires du secteur privé : revalorisation inférieure de 1 point au coût de la vie (0 au 1er octobre 2014 du fait de la faible inflation)
- imposition des majorations familiales, auparavant exonérées, dès 2014

Tout cela s'ajoute à la mise en place de la Contribution Additionnelle de Solidarité pour l'Autonomie (la CASA) de 0,3 % pour les retraités imposables, au gel des barèmes d'imposition et à la suppression de la demi-part fiscale pour les retraités ayant élevé 3 enfants.

En matière de santé, les économies à hauteur de 10 milliards d'euros vont fatalement impacter les prises en charge de l'assurance maladie. De plus les retraités subissent plus que d'autres les dépassements d'honoraires pratiqués par de nombreux spécialistes parce qu'ils font plus souvent appel aux médecins.

En matière d'aide à l'autonomie, le projet de loi qui vient d'être déposé au Conseil des Ministres est bien loin de répondre aux besoins. Son financement par la seule CASA (645 millions d'euros) est bien loin d'être suffisant.

Toutes les raisons de manifester sont encore là :

Le gouvernement n'a pas entendu les manifestants du 3 juin. Il poursuit sa politique d'austérité qui entraîne de nombreux retraités dans la misère.

**À l'appel des 9 organisations qui appelaient le 3 juin, le 30 septembre prochain,
veille de la date où nos pensions auraient dû être revalorisées, ...
... manifestons ensemble devant les Préfectures et les sièges du MEDEF**